Introduction

Le renouveau des études biographiques, la «question allemande» au cœur de l'intégration européenne, l'impossibilité de comprendre l'intégration régionale en Europe sans la relier au système global: voilà quelques unes des thèmes abordés par ce numéro ouvert de la Revue d'histoire de l'intégration européenne, qui réunit huit articles qui excellent par la richesse des sources inédites utilisées et de leur caractère innovateur au point de vue méthodologique.

Philippe Mioche revient vers Jean Monnet pour en reconstruire la biographie professionnelle pendant l'entre-deux-guerres. On rencontre ainsi, notamment grâce aux sources conservées à la Fondation Jean Monnet et aux Archives Solvay, l'homme d'affaires mêlé à des dossiers marqués en profondeur par les signes du temps. Depuis sa démission à la Société des Nations (fin 1922) jusqu'en 1935, «inspiré par la culture américaine, Monnet ne distingue pas ses pratiques au service d'institutions publiques de ses intérêts privées». On le trouve donc à la fin des années 1920 impliqué dans les questions des emprunts polonais et roumain, puis engagé avec le producteur d'allumettes suédois Kreuger, qui voudrait lier les accords de prêts internationaux à l'attribution des monopoles. Après 1929, et à la suite d'un bref passage à la banque *Transamerica*, commence l'aventure chinoise, qui voit la création de la *China Development Finance Corporation*. Celle-ci servira à l'avenir à des multiples opérations. Le tournant de 1935 marque une réorganisation de la carrière, qui, à partir de ce moment, passe largement à travers la firme *Monnet & Murnane* et la relation renouvelée avec John Foster Dulles. Il procède d'abord à la défense des intérêts des Petschek, une famille de juifs germano-tchèques victimes des mesures d'aryanisation et émigrés aux Etats-Unis; plus tard, pendant la longue période de 1936 à 1945, il se met au service du groupe belge Solvay, un groupe chimique à projection globale, pour lequel Monnet orchestre entre autres une opération qui vise à contourner les lois italiennes sur l'autarcie. L'invasion japonaise en Chine, puis l'entrée en guerre de l'Italie, font avorter le tentative. Sans jamais songer à l' «Europe», Monnet fait donc des expériences professionnelles globales: il connaît les entrelacements du politique et de l'économique et il vit dans un monde des affaires qui fait naître chez lui une sociabilité européenne et internationale qu'on ne peut pas ignorer si on veut comprendre son rôle futur.

Michael Gehler présente au contrarie une biographie politique de l'homme qui, chancelier de 1986 à 1997, a été un des protagonistes du rapprochement, puis de l'adhésion de l'Autriche à l'UE. Grâce en particulier à des interviews et des témoignages personnels de Franz Vranitzky en personne, Gehler suit non pas la trame de la «politique européenne», mais l'itinéraire personnel d'un militant social-démocratique devenu homme politique, puis homme d'Etat, au moment où son pays est marqué par les trois événements de la «crise Waldheim», de la montée du populisme de droite et la fin de la Guerre froide. L'admission d'une responsabilité morale de l'Autriche par rapport au nazisme et l'effort d'isoler le *Freiheitliche Partei Österreichs* de Jörg Haider d'un coté, et de l'autre côté le rapprochement de l'UE sont les deux

https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.

faces d'un parcours politique et moral dont la dimension internationale occupe la première place avant la perspective européenne. L'attitude de Vranitzky envers l'UE n'est en effet pas issue d'une vision fédéraliste ou idéaliste: en 1987 la décision de poser la candidature de l'Autriche est «sobre, rationnelle et pragmatique». Elle est surtout motivée par des raisons économiques et subordonné au maintien de la neutralité. Vranitzky ne se sert pas du concept de la *Mitteleuropa*; il n'appuie pas l'indépendance ni de la Slovénie ni de la Croatie et regarde la réunification allemande d'un œil sceptique. Aussi, après la reformulation de la demande d'adhésion imposée par le Traité de Maastricht, la candidature demeure-t-elle un choix rationnel, qui doit pousser de l'avant la modernisation du SPÖ et du pays à tous les niveaux: politique, économique et social. Mais les négociations de 1993-1994 ne sont pas seulement l'œuvre de Vranitzky. Il convient surtout de ne pas sous-estimer le rôle central joué par les réseaux transnationaux du SPÖ, mais aussi du ÖVP.

Le pragmatisme domine également les adhésions néerlandaise et belge à l'Europe supranationale. Si l'idée d'une entente des Pays Bas et de la Belgique comme modèle et moteur du début de l'intégration a été révisée depuis longtemps, l'article de Skander Nasra et Mathieu Segers fait ressortir les divergences pendant toute la période fondatrice des Communautés. Les réserves des Pays-Bas envers la «petite Europe» étant bien connues, l'article s'attache à expliquer les divergences des deux pays dans les négociations de la CECA, de la CED, de la CPE, la «relance» de 1955/56 et le Plan Fouchet. Il en ressort que jusqu'à la CPE, les deux pays se méfient de la supranationalité dans laquelle ils entrevoient un instrument de domination des grands Etats. En Belgique, Paul van Zeeland s'en tient à la défense de la souveraineté nationale, tandis qu'aux Pays-Bas, la priorité est accordée au maintien de la liaison atlantique. Des deux cotés, on s'applique à multiplier les éléments intergouvernementaux. Au milieu des années 1950s, cette opposition fléchit: on commence a percevoir en la supranationalité une garantie contre l'hégémonie franco-allemande. Néanmoins, si la «relance» est réellement la succes story de la coopération belgo-hollandaise, ceci s'explique par l'action de deux figures au-dessus du pair: Paul-Henri Spaak et Jan Willem Beyen. Le plus atlantiste des leader belges marqua le début d'une «tradition pro-européenne» dans la politique extérieure belge. L'Européisme de Beyen demeure au contraire «une aberration» par rapport à l'atlantisme de Dirk Stikker et de Joseph Luns. Les deux pays participent à la «relance» en suivant des parcours différents: tandis que les Belges sont supranationalistes, les Hollandais sont favorables à une intégration économique technocratique. La convergence de leurs politiques ne s'opère qu'au printemps 1962 face au Plan Fouchet, lorsque la Belgique partage les réserves hollandaises.

Thomas Hoerber s'occupe également des débuts de l'intégration. Ce faisant il utilise les instruments de la Nouvelle Théorie du Discours d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe pour comprendre l'approche de la France, de l'Allemagne et de la Grande Bretagne à l'intégration européenne. L'article présente d'abord les instruments analytiques fondamentaux de la théorie. Il sont au nombre de trois: l'Antagonisme, à savoir le rôle constitutif que l'identification de l'«autre» joue dans une société; l'Hégémonie, c'est-à-dire le processus visant à instaurer un leadership moral et

https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.

intellectuel de certaines idées sur la société à travers – troisième outil – les Points nodaux qui sont les points discursifs permettant de fixer temporairement le sens du plus grand nombre possible de «floating signifiers», des signifiants sans signifié. Hoerber propose d'affiner le concept moins développé de la théorie, celui d'Antagonisme, pour le rendre plus utile aux études européennes. A l'aide d'une analyse empirique des discours en France, en Allemagne et en Grande Bretagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'article définit les concepts de Antagonisme politique, où l'«autre» est représenté par l'Est communiste, de l'Antagonisme historique, où l'«autre» est le Nazisme, Vichy ou l'appeasement, et de l'Antagonisme aux engagements militaires, qui représente peut-être la forme la plus efficace d'Antagonisme pendant les années de la fondation des Communautés européennes si on considère non seulement le rejet du militarisme en Allemagne, mais aussi la réaction contre les guerres d'Indochine et d'Algérie en France, et contre la débâcle de Suez en France et Grande Bretagne.

Andreas Wilkens analyse les processus de décision allemand pendant la crise monétaire de novembre 1968 qui opposa la République Fédérale d'Allemagne à la France et aux autres pays occidentaux. Son objectif est de démontrer le rôle qu'ils jouèrent dans le démarrage des plans d'intégration économique et monétaire. Wilkens conteste l'interprétation selon la quelle l'Allemagne refusait de réévaluer le mark surtout pour des raisons politiques teintées de revanchisme. A partir d'une documentation variée d'origine allemande – études et mémoires, correspondances extraites entre autres des archives de la Bundesbank, du Bundesarchiv à Coblence et des archives diplomatiques -, il reconstruit le débat franco-allemand qui se développe entre les gouverneurs des banques centrales à plusieurs niveaux et à différents endroits, en particulier à Bâle, où un accord se dessine précocement. Une gestion maladroite de la réunion du Groupe des Dix – tandis que la Buba est partisan de la réévaluation, les ministres de l'Economie, Karl Schiller, et des Finances, Franz-Joseph Strauss, s'y opposent pour des raisons de politique intérieure – aboutit toutefois à un «accord-impasse», que le refuse de Charles de Gaulle de dévaluer le franc transforme ensuite en échec. Le processus de décision allemand manque donc de linéarité, et les arguments de politique économique et intérieure dominent les considérations de politique internationale. La crise montre aussi l'interdépendance économique et monétaire des pays occidentaux, l'absence de structures et de procédures pour la gestion des crises et la difficulté de coordonner les dimension monétaire et économique de la coopération européenne.

Jessica Bain, Natalia Chaban et Sarah Christie utilisent des caricatures politiques parues dans deux quotidiens néo-zélandais au cours des années 1970-72 pour étudier à travers l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE la signification et l'évaluation attribuée à l'intégration européenne. Le monde académique du pays taxait l'adhésion selon un paradigme «abandon contre pragmatisme», c'est-à-dire qu'il était partagé entre une vision critique de l'adhésion, selon laquelle on accusait Londres de trahir ses obligations envers le Commonwealth d'un côté, et de l'autre côté une vision pragmatique, qui considérait l'adhésion inévitable et voulait en faire l'occasion pour établir une relation plus étroite entre la Nouvelle-Zélande et la CEE. Après avoir discuté

https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.

le champ et les méthodes d'analyse par rapport à la littérature existante, la contribution étudie les métaphores visuelles exprimées par 21 caricatures publiées par deux quotidiens prestigieux. L'analyse révèle que le paradigme «abandon-pragmatisme», qui caractérise la communauté académique, ne se reflètent guère dans les cartoons. Par contre les métaphores visuelles employées par les dessinateurs représentaient le rôle incontournable de la Grande-Bretagne dans la relation Nouvelle-Zélande-CE et transmettaient une vision critique des leaders néo-zélandais à l'égard de tous les acteurs impliqués. Cette attitude se retrouve encore aujourd'hui dans l'opinion.

L'étude des réactions de la société belge à la réunification de l'Allemagne à travers la lecture de deux quotidiens – *De Standaard* du coté néerlandophone et *Le Soir* pour les francophones – nous ramène à une thématique centrale de l'intégration européenne. En Belgique comme ailleurs, l'enthousiasme qui accompagne en octobre et novembre 1989 la chute du Mur est suivi de la montée rapide d'inquiétudes. Geneviève Duchenne relève que la réunification éveille dans les opinions publiques en Belgique des réactions fortes et maintes préoccupations tant en ce qui concerne les frontières nouvelles, le nationalisme et les responsabilités allemandes, qu'au sujet de la dynamique démographique, des coûts économiques ou encore de l'écologie et de la criminalité. L'accord se fait sur le point que la solution à toutes ces questions est l'«Europe». Tout en suscitant une vague d'Européisme, la politique pragmatique du gouvernement (lisez: du ministre des Affaires étrangères flamand Mark Eyskens et de le secrétaire d'Etat à l'Europe Anne-Marie Lizin) visant à défendre les «petits pays» et à demander outre l'union économique et monétaire, l'union politique, remporte d'emblée un large soutien, surtout dans *Le Soir*, toujours méfiant à l'égard du chancelier Helmut Kohl. Quant aux prétentions de certains groupes régionalistes, qui profitent de la réunification allemande pour relancer la question du siège des institutions européennes, elles suscitent des réactions partagées: tandis que *De Standaard* craint pour le caractère flamand de la périphérie de Bruxelles, *Le Soir* fait revive tous les arguments de la rhétorique européiste pour défendre la candidature de Bruxelles. La réunification avec ses craintes est toutefois rapidement acceptée et oubliée.

Barbara Curli enfin puise dans des sources inédites – les archives de l'IRI et les papiers de Romano Prodi récemment déposés auprès des Archives historiques de l'Union européenne – pour tester le concept de '*vincolo esterno*' sur le cas des privatisations italiennes au cours des années 1990. Alors que les privatisations sont décidées en Italie pour permettre à l'économie nationale de retrouver la compétitivité et la rationalité indispensables pour affronter la globalisation des marchés, son agenda, ses méthodes et ses résultats sont aussi négociés par l'Italie avec la Commission européenne, notamment à travers l'accord Andreatta-van Miert de juillet 1993. Cet accord établit des critères afin de rendre la vente et la dislocation du groupe IRI (il comptait mille sociétés et était la plus grande entreprise italienne et une des plus grandes au monde) compatibles avec la politique de la concurrence communautaire. Il s'agit donc d'un cas exemplaire d'application du *vincolo esterno*. Les conditions posées par la Commission, bien que parfois ignorées par les autorités italiennes, permettent aux technocrates italiens et au petit nombre d'hommes politiques décidés à

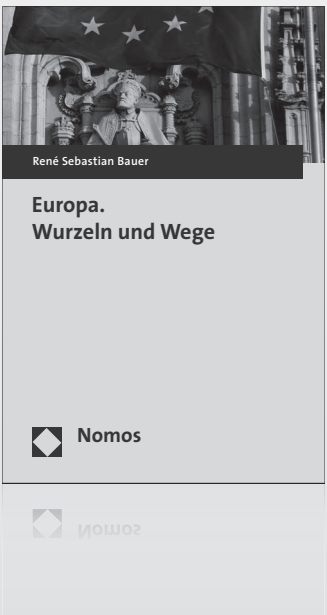
https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.

restructurer le système publique italien, parmi lesquels le président de l'IRI Romano Prodi, de surmonter les résistances internes au processus de rationalisation industrielle. Celles-ci émanent surtout des partis politiques qui fondent leur pouvoir sur le contrôle de l'entreprise publique. Au moment où l'impact sur les souverainetés nationales du Traité de Maastricht est à l'ordre du jour, on trouve ici la preuve que sa spécificité se trouve dans la transformation du concept et de la réalité de la souveraineté nationale.

Elena Calandri
Università degli Studi di Padova

https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.

Europa – wohin?



Europa. Wurzeln und Wege

Von René Bauer

2012, 124 S., brosch., 24,– €
ISBN 978-3-8329-7559-3

Mythenbildung hat in der Geschichte, und daraus folgend bei politischen Entscheidungen, oft eine unheilvolle Rolle gespielt. Die häufige Anwendung von Worthülsen wie „Europa der Vaterländer“ oder „Christliches Abendland“ ist aktueller Beleg für irrationale Argumentationen.

Der Autor hat am eigenen Leibe über 40 Jahre als französischer Staatsbürger in Deutschland und Österreich die Geburtswehen Europas miterlebt, kennt aus eigener, wie seiner Kinder Erfahrung die Unterschiede im Selbstverständnis der Völker, wie sie im Schulunterricht übertragen werden, und als Gutachter vor Sozialgerichten in Europa die Stolpersteine, die dem normalen Bürger auf dem Weg nach Europa begegnen. Es soll hier der Versuch einer „Entmythologisierung“ und „Pragmatisierung“ der Argumente auf dem Weg nach Europa erfolgen, um vernünftige Grundlagen für weiteres Vorgehen zu schaffen.

Weitere Informationen:
www.nomos-shop.de/15213

Nomos

https://doi.org/10.5771/0947-9511-2012-2-137
Generiert durch IP '3.15.168.20', am 18.11.2024, 05:16:47.
Das Erstellen und Weitergeben von Kopien dieses PDFs ist nicht zulässig.